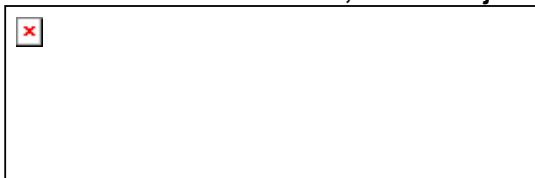


Ligue Burundaise des Droits de l'Homme

I T E K A

Avenue de la Mission N° 29, BP 177 Bujumbura- Tél. : 228636-211623-E-mail iteka@cbinf.com



COMMUNIQUE DE PRESSE

1. Depuis le début de l'année 2001, une forte recrudescence des violences armées est observée au centre (Gitega), au sud (Bururi, Makamba) et à Bujumbura. Elle est consécutive à la présence renforcée et simultanée de bandes rebelles dans plusieurs localités de ces provinces.
2. A Bujumbura, la capitale, les attaques sporadiques des derniers mois ont subitement fait place à des attaques continues de plus grande envergure menées depuis la nuit du 24 au 25 février 2001 par les rebelles du Front National de Libération (FNL-PALIPEHUTU).
3. Aucun bilan précis n'a encore pu être établi sur le nombre de civils des zones de Kinama, Cibitoke et Kamenge pris dans le piège des affrontements. Toutefois, les témoignages recueillis auprès de plusieurs rescapés des combats font craindre un bilan élevé de morts et de blessés privés de soins. Au 1^{er} mars 2001, on recensait au moins cinq civils tués dans la zone de Ngagara par les obus tirés depuis les zones voisines du nord de la capitale, théâtre d'affrontements entre les forces armées régulières et les rebelles du F.N.L.
4. Au 28 février 2001, les hôpitaux de la capitale avaient admis le nombre officiel de 57 blessés, non inclus ceux admis à l'hôpital militaire de la ville. Ce samedi 3 mars 2001, ce nombre avait doublé : 114 blessés, dont 51 hospitalisés. 7 de ces 114 blessés viennent de mourir des suites de leurs blessures. Plus de 20.000 civils ont fui les zones du nord de Bujumbura pour se disperser dans les zones à forte densité démographique de la capitale ou pour se regrouper dans des refuges de fortune. Dans les sites de « Chez Johnson » et « Chez le Gentil », plus de 10.000 civils – en grande partie des femmes et des enfants – vivaient sans aucun abri et sans aucune aide alimentaire jusqu'au 1^{er} mars 2001. Plus de 10.000 civils originaires de la zone de Kinama ont trouvé refuge à Mubone, Buterere et Maramvya, localités voisines au nord de Kinama. A Mubone où serait la plus importante partie d'entre eux, les réfugiés sont privés d'eau et jusqu'à ce jour, l'accès des organismes humanitaires à Mubone reste interdit par les forces de l'ordre.
5. En dépit des fortes probabilités qu'à Kinama, de nombreux civils soient restés terrés chez eux, incapables de se frayer une voie au milieu du champ de tirs, aucun corridor ne leur a été offert par les autorités compétentes pour évacuer en toute sécurité le terrain des opérations, en dépit des bonnes dispositions offertes

par plusieurs intervenants humanitaires. Dans l'après-midi de ce vendredi 2 mars 2001 par exemple, 42 civils attendaient encore des secours humanitaires sur le terrain de football de Kinama, à côté du bureau de la zone.

6. Par ailleurs, en dépit de la situation de grande insécurité des zones du nord et de l'est de la ville de Bujumbura et des dangers graves que les populations civiles y encourent depuis cinq jours, aucune consigne ou mesure publique stricte de prudence et de sécurité n'a été donnée ou décrétée par l'administration tant civile que militaire pour réduire les risques de pertes en vies humaines. Par contre, le maire de la ville de Bujumbura a lancé ce samedi un appel radiodiffusé à la vigilance, aux rondes de nuit et à l'identification des suspects. Bien que cet appel ait rompu le silence de l'administration, il peut conduire à tous les excès lorsqu'il n'est pas accompagné de mises en garde claires contre les violences aveugles et arbitraires.

Face aux constats malheureux qui précèdent :

7. la ligue ITEKA condamne avec vigueur les violences dont la ville de Bujumbura est la scène depuis une semaine ainsi que leurs instigateurs, en l'occurrence le Front National de Libération (FNL-PALIPEHUTU). Elle condamne également les violences dont plusieurs autres localités du Burundi sont aussi le théâtre pour le moment, ainsi que leurs auteurs, en particulier les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD).
8. La ligue ITEKA lance un nouvel appel pressant aux groupes rebelles afin qu'ils mettent fin sans délais à leurs attaques, rejoignent le processus de paix et poursuivent leur lutte par la voie des négociations pacifiques.
9. La ligue ITEKA appelle le gouvernement burundais :

à prendre toutes les mesures de sécurité et à donner des consignes publiques et précises aux civils afin qu'ils ne s'exposent pas par ignorance et imprudence au danger des violences en cours, tant en mairie de Bujumbura qu'en province ;

à faire ouvrir dans les plus brefs délais des corridors sécurisés pour permettre aux intervenants humanitaires d'apporter leur assistance aux populations civiles déplacées et démunies et aux civils qui ne seraient pas encore parvenus à s'échapper des zones de combat.

10. La ligue ITEKA exhorte :

10.1. tous les signataires burundais de l'accord d'Arusha du 28 août 2000 à faire front commun pour :

appeler les rebelles à l'arrêt immédiat de leurs attaques et à se joindre au processus de paix ;
appeler les populations civiles à rester solidaires et à les dissuader clairement de recourir à toute violence aveugle et vengeresse.

10.2. la communauté internationale :

à prendre sans délais des mesures concrètes et énergiques pour contraindre les rebelles au cessez-le-feu et à se joindre au processus de paix en cours ;

11. Nul ne devrait oublier que la situation de troubles continus vécue depuis une semaine par les populations civiles de Bujumbura est celle vécue par des milliers de ruraux depuis plusieurs années. Tout cela doit rappeler l'urgence et la priorité de la question du cessez-le-feu et de l'arrêt des violences sur toute autre question ainsi que la responsabilité pénale future des auteurs de ces crimes.

Fait à Bujumbura, le 3 mars 2001

Pour la Ligue ITEKA a.s.b.l.
Pie NTAKARUTIMANA,
PRESIDENT.-